

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
Établissement public administratif
Direction administrative juridique et financière
Hôtel de Sully – 62, rue Saint-Antoine – 75 186 Paris Cedex 04

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION N° 2025-083

MISE À DISPOSITION D'ESPACES POUR L'EXPLOITATION D'UNE ACTIVITÉ DE RESTAURATION AU SEIN DU DOMAINE NATIONAL DU PALAIS-ROYAL (PLACE COLETTE)

Convention d'occupation domaniale
Procédure de sélection en application de l'article L. 2122-1-1 du CG3P

Avant-propos

Le Centre des monuments nationaux (CMN) est un établissement public du ministère de la Culture. Il conserve, restaure, gère, anime, ouvre à la visite près de 100 monuments nationaux propriété de l'État. Le Centre des monuments nationaux ouvre notamment à la visite le domaine national du Palais-Royal (ci-après désigné « le Monument »).

Édifié en 1634 pour le Cardinal de Richelieu par l'architecte Lemercier, bâtisseur de la Sorbonne, le corps principal fait face au Louvre et devient résidence royale (Régence d'Anne d'Autriche) puis de la famille d'Orléans à partir de 1661. L'ouvrage est achevé et remanié aux XVIII^e et XIX^e siècles. Les trois ailes qui ferment les côtés du jardin datent de la fin du XVIII^e siècle.

L'écrin superbe et monumental d'aujourd'hui ne laisse rien deviner de l'agitation révolutionnaire qui y règne au XVIII^e siècle, ni des tripots et filles de « mauvaise vie », immortalisés par Balzac, qui y fleurissent au siècle suivant.

Aujourd'hui, c'est un des endroits de déambulation favoris des Parisiens et des touristes. La Comédie-Française, le théâtre du Palais-Royal et le restaurant Le Grand Véfour, au décor classé monument historique, contribuent à sa notoriété. L'art contemporain y est également fortement présent dans sa cour d'honneur avec les colonnes de Buren et deux fontaines mobiles de Pol Bury (1985). Par ailleurs, le domaine national du Palais-Royal accueille tout au long de l'année diverses manifestations et organise différentes animations afin de renforcer son attractivité.

Le CMN entend conserver l'esprit du lieu et l'image de prestige qui y est associée et souhaite permettre l'occupation d'espaces pour l'exploitation d'une activité de restauration, au sein de la Galerie de Nemours du domaine national du Palais-Royal.

Le présent appel à manifestation d'intérêt est publié en application de l'article L. 2122-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques. Il a pour objet la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public.

<u>DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :</u> 15 OCTOBRE 2025 À 12H00
--

Éléments essentiels :

- **Espaces mis à disposition pour une activité de restauration à consommer sur place ;**
- **Occupation permise pour une durée de 6 ans ;**
- **Exploitation à compter du 1^{er} janvier 2027 (date prévisionnelle) ;**
- **Réponse par voie dématérialisée obligatoirement sur le site de la PLACE ;**
- **Visite obligatoire des lieux ;**
- **Date limite de remise des offres : 15 octobre 2025 à 12h00.**

1ÈRE PARTIE : OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. PRÉSENTATION

1.1.1. Description des espaces mis à disposition

Les espaces objets de la présente consultation sont situés au sein de la galerie de Nemours dans le Domaine national du Palais-Royal (Paris 1^{er}) et sont les suivants :

1- Espaces intérieurs :

- Local au rez-de-chaussée du n° 2 au n° 7 pour l'accueil du public de 83 m²;
- Entresol situé au-dessus du local n°5, 6, 7 (34 m²) ;
- Cave située au-dessous du local n°2, 3, 4 ;
- Local à usage de cave situé au sous-sol de 4.5 m² ;
- Local de 15 m² résultant de la fermeture du passage situé à l'angle sud-ouest du Palais-Royal, entre la place Colette et la place du Palais-Royal.

2- Espaces extérieurs :

- sous les arcades, uniquement du n°2 au n°7 pour accueillir les clients du restaurant au sein d'un espace terrasse de 20 m² (installation d'éléments mobiliers). Les tables et chaises ne doivent pas dépasser le périmètre mis à disposition.

Le plan des espaces intérieurs mis à disposition par le CMN est présenté en **annexe 1** du présent règlement.

Sous réserve de l'autorisation de la ville de Paris, l'Occupant peut envisager une extension du périmètre la terrasse. L'obtention de cette autorisation est de la seule responsabilité de l'Occupant.

Les espaces mis à disposition de l'Occupant sont alimentés en eau et électricité par des compteurs autonomes.

1.1.2. Aménagements

Le domaine national du Palais-Royal est classé au titre des monuments historiques par arrêté en date du 14 novembre 1994. L'ensemble des espaces mis à disposition de l'Occupant (intérieur et extérieur) est donc protégé. À ce titre, l'ensemble des aménagements et travaux susceptibles d'être réalisés dans les espaces mis à disposition doivent respecter la réglementation en vigueur et notamment les autorisations prévues par le code du patrimoine et le code de l'urbanisme. En outre, le Domaine national du Palais-Royal est classé en tant que « domaine national » au sens de l'article L. 621-34 du code du patrimoine par décret n° 2021-1174 du 10 septembre 2021.

L'ensemble des aménagements et matériels susceptibles d'être réalisés et installés dans les espaces mis à disposition devront respecter la réglementation en vigueur, notamment les contraintes de sécurité et patrimoniales. L'Occupant sera en outre, le seul responsable du respect de la législation et de la réglementation relative à l'exercice de son activité et à la sécurité.

Ces aménagements, à la charge de l'Occupant, sont soumis à l'autorisation préalable écrite du CMN représenté par l'Administrateur et le Conservateur du Monument et le cas échéant, des autorités compétentes.

L'Occupant est responsable de l'octroi desdites autorisations.

L'ensemble des aménagements doit s'intégrer harmonieusement à l'environnement patrimonial du Monument et faire preuve de sobriété.

1.1.3. Description de l'activité et caractéristiques principales

Le candidat devra proposer une offre permettant l'occupation des espaces susmentionnés pour l'activité suivante :

Offre de restauration qualitative et privilégiant la cuisine faite maison

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

- ⇒ Offre de restauration qualitative privilégiant la cuisine faite maison. L'offre devra comprendre à minima une (1) proposition de plat végétarien.
- ⇒ Restauration répondant aux différents segments de la journée. Licence de débit de boissons à la charge de l'Occupant.
- ⇒ L'Occupant privilégie un approvisionnement local et de saison, ainsi que la mise en place de circuits courts.
- ⇒ L'exploitation est permise toute l'année à compter du 1^{er} janvier 2027 (date prévisionnelle). Les périodes et horaires d'exploitation sont proposés par le candidat dans son offre.
- ⇒ Compte tenu de la fréquentation de nombreux visiteurs étrangers, la présence permanente de certains membres du personnel maîtrisant l'anglais et éventuellement d'autres langues étrangères est requise, de manière à répondre au mieux aux attentes de cette clientèle.
- ⇒ **La consommation de la clientèle se fait obligatoirement sur place.** La vente à emporter n'est pas autorisée au regard des problématiques induites par ce mode de consommation (gestion des déchets).
- ⇒ La Place Colette n'est pas ouverte à la circulation des véhicules. L'Occupant tient compte de cette contrainte notamment pour l'organisation de ses livraisons. L'Occupant peut, s'il le souhaite, solliciter une autorisation auprès de la ville de Paris.
- ⇒ Le CMN n'est pas titulaire de la marque « Café le Nemours » déposée auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle par l'occupant actuel. Une proposition de nom(s) devra être formulée par le candidat dans son offre.
- ⇒ Les activités sont commercialisées et assumées uniquement par l'Occupant. Les tarifs sont fixés par l'Occupant.

L'Occupant s'inscrit dans une démarche d'exigence environnementale dans la recherche de fournisseurs, dans sa gestion de son approvisionnement, la consommation énergétique, la gestion de ses déchets ainsi que dans la présentation et la commercialisation de son offre.

Les modalités de mise en œuvre du tri sélectif, de la limitation de la production de déchets et d'évacuation des ordures devront être précisément détaillées dans l'offre du candidat.

L'ensemble des conditions générales d'occupation et des conditions d'exploitation est présenté en **annexe 2** dans le projet de convention.

Les caractéristiques techniques principales de l'activité et de l'espace mis à disposition sont présentées en annexe 3 du présent règlement. Le candidat est donc invité à se référer à l'annexe 3 ci-dessous pour prendre connaissance des informations techniques et organisationnelles de l'activité.

1.2. CADRE CONTRACTUEL ET FINANCIER

1.2.1. Description du contrat

La convention conclue à l'issue de la consultation est une convention portant autorisation d'occupation du domaine public, non constitutive de droits réels, elle ne constitue ni une concession au sens de l'article L. 1121-1 du code de la commande publique, ni un marché public au sens de l'article L. 1111-1 du même code. L'Occupant exploitera son activité dans son propre intérêt et ne répondra pas à un besoin du CMN.

La convention d'occupation sera accordée à titre strictement personnel au candidat retenu. Sous peine de résiliation, l'Occupant ne pourra procéder à aucun transfert de ses droits à titre gratuit ou onéreux, et notamment à aucune sous-location.

Le projet de contrat joint au dossier de consultation est indicatif et est amené à évoluer en fonction des contraintes du CMN et des échanges avec les candidats.

1.2.2. Durée du contrat

L'occupation est permise pour une durée de 6 ans, soit du 1^{er} janvier 2027 au 31 décembre 2032 (dates prévisionnelles).

Tous les investissements réalisés par l'Occupant et ceux éventuellement à venir sont réputés amortis sur la durée totale de la convention.

L'Occupant ne se verra conférer aucun droit au maintien dans les lieux tel qu'il est prévu par la législation en matière de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

1.2.3. Données financières

L'Occupant est seul responsable de l'ensemble des activités exercées.

Il perçoit intégralement les recettes provenant de l'exploitation de son activité et assume les charges inhérentes.

En contrepartie du droit d'occuper le domaine public, l'Occupant versera au CMN une redevance d'occupation, conformément à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques. Cette redevance tiendra compte des avantages de toute nature procurés au titulaire du contrat du fait de l'occupation du domaine.

Une redevance variable assise sur l'activité sera attendue. Cette redevance, fondée sur le chiffre d'affaires et fixée par le candidat, ne pourra être inférieure à un montant minimal, appelé la redevance minimale garantie (RMG) quel que soit le chiffre d'affaires réalisé.

Ainsi, dans le cadre de son offre, le candidat propose un montant de redevance annuel comportant une part variable (pourcentage du chiffre d'affaires) et une redevance minimale garantie. Ces montants sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur. Sous réserve de le justifier, la redevance pourra être progressive pour tenir compte des éventuels investissements.

1.2.4. Reprise du personnel

Il est porté à l'attention des candidats que l'article L.1224-1 du code du travail pose une obligation de reprise du personnel, qui, en l'espèce, peut trouver à s'appliquer. Le Centre des monuments nationaux n'est en aucun cas compétent pour déterminer si cette obligation de reprise trouve ou non à s'appliquer. Aucun recours ne peut être effectué contre lui dans le cadre de l'application de ces dispositions.

2ÈME PARTIE : PROCÉDURE

2.1. MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES

2.1.1. Remise des offres

La date limite de remise des offres est fixée au 15 octobre 2025, à 12h00. Les envois reçus après la date et l'horaire fixés seront rejetés.

Les éléments relatifs à la candidature et à l'offre seront remis simultanément.

L'offre doit être envoyée sur le site de la plateforme des achats de l'État (PLACE) via le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2808553&orgAcronyme=f5j>

Délai de validité des offres : le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres. Le CMN demeure libre de prolonger cette durée avec l'accord des candidats concernés.

2.1.2. Dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé du présent document et de ses 5 annexes :

Annexe 1 : périmètre des espaces mis à disposition par le CMN ;
Annexe 2 : projet de convention ;
Annexe 3 : cahier des charges techniques ;
Annexe 4 : attestation sur l'honneur ;
Annexe 5 : attestation de visite.

Le dossier est mis à disposition gratuitement sur la **plateforme des achats de l'État (PLACE)** – <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Par l'intermédiaire de cette plateforme, les personnes intéressées ont la possibilité de retirer le présent document, de poser des questions relatives à son contenu, de télécharger les demandes de précisions, les réponses aux questions posées et les modifications apportées au dossier de consultation et de déposer leurs offres.

Un guide d'utilisation est également disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin de faciliter le maniement de la plateforme. Le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site.

Les candidats pourront s'authentifier sur le site de la PLACE et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications, questions/réponses.

Le Centre des monuments nationaux se réserve le droit d'apporter, en les portant à la connaissance des candidats au plus tard **cinq (5) jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats peuvent adresser toute question concernant la présente consultation sur le site de la PLACE. Les questions pourront être adressées jusqu'à huit (8) jours avant la date limite de remise des offres. En cas de report de cette date, la nouvelle date limite de remise des offres sera prise en compte.

2.1.3. Visite des lieux

Une visite des espaces objets de la présente consultation est **obligatoire**. La demande de visite devra être faite dans un délai raisonnable et se déroulera sur rendez-vous.

Les candidats devront se rapprocher des personnes suivantes :

Monsieur Aymeric Peniguet de Stoutz
Administrateur du domaine national du Palais-Royal
Mail : aymeric.peniguet-de-stoutz@monuments-nationaux.fr

Le candidat est réputé, préalablement à la remise de son offre, connaître l'état et les caractéristiques des lieux.

2.2. ÉLÉMENTS EXIGIBLES DU CANDIDAT

2.2.1. Candidature

PRÉSENTATION DU CANDIDAT

La présentation de la candidature comprendra notamment :

- Le nom du candidat, sa forme juridique, son numéro SIREN, sa raison sociale et ses coordonnées, les noms du ou des dirigeants, du ou des représentants légaux, de la ou des personnes ayant qualité pour engager le candidat ;
- Une présentation générale du candidat et notamment les activités déjà exercées ;
- Une description de la capacité financière : indication du chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires concernant les activités liées au secteur en question, sur les trois dernières années, bilans ou extraits de bilans concernant les trois dernières années ; modalités et sources du financement des investissements proposés ;
- Les attestations d'assurance en cours de validité. Le candidat indique auprès de quelle compagnie d'assurance il envisage de souscrire les polices demandées : assurance responsabilité civile professionnelle, dommages aux biens et aux personnes ;
- L'attestation sur l'honneur signée (**annexe 4**) ;
- L'attestation de visite obligatoire (**annexe 5**).

Le candidat est libre d'ajouter à ces éléments toute information complémentaire qu'il lui semble utile de présenter.

2.2.2 Offre

PRÉSENTATION DE L'OFFRE

Le candidat présentera son offre de la façon la plus détaillée possible.

Le dossier « offre » devra contenir un **mémoire technique** composé *a minima* des parties suivantes :

1- Une présentation générale du projet, indiquant notamment :

- le type de restauration et les produits proposés (y compris les boissons) en fonction des horaires d'exploitation ;
- les périodes et horaires d'exploitation envisagés ;

- les tarifs / modèle de carte ; les différents tarifs (grand public, remise pour les agents CMN et porteurs de la carte « passions monuments » cf. projet de convention) ;
- les moyens de paiements acceptés (carte bleu, espèces, tickets restaurant....) ;
- la politique d'approvisionnement (processus de fabrication, d'approvisionnement, identification des fournisseurs et/ou des marques) et dispositif de conservation des denrées alimentaires ;
- le plan de communication ;
- une proposition de nom(s) pour le restaurant.

2- La description des éventuels aménagements dans le respect du caractère historique du lieu :

- aménagements intérieurs ;
- aménagements extérieurs avec visuels ;
- calendrier de mise en œuvre des aménagements et les délais nécessaires à l'installation et désinstallation du matériel.

Le mobilier proposé (comptoir, tables, chaises, parasols, *etc.*) doit être en harmonie avec le Monument en termes de style et de coloris.

3- La description de l'organisation et du fonctionnement, notamment :

- l'organisation et fonctionnement ;
- les modalités de service ;
- les moyens humains (nombre d'employés, profils, mode de rotation, interlocuteur privilégié pour le CMN).

4- Les actions environnementales mises œuvre pour l'exploitation du restaurant (plan contre le gaspillage alimentaire, plan « fortes chaleurs »...) et les bonnes pratiques en termes de consommation énergétique (énergie, gestion des déchets y compris organiques *etc.*)

5- un business-plan présentant les prévisionnels de recettes mensuelles, le détail des charges d'exploitation des espaces, le plan d'amortissement des investissements éventuels.

6- Une offre financière annuelle comportant :

- un montant minimum garanti (somme forfaitaire) correspondant à l'occupation des espaces ;
- l'intéressement au chiffre d'affaires pour le CMN sous la forme d'une part variable correspondant à un pourcentage du chiffre d'affaires H.T annuel réalisé au titre de l'exploitation de l'activité (% du CA H.T.). Le chiffre d'affaires pris en compte est celui afférent à toute activité exercée dans le cadre de l'exploitation. Sous réserve d'être justifiée, la redevance pourra être progressive pour tenir compte du montant des investissements ;

Tous les éléments chiffrés seront en euros (avec une précision entre le H.T. et le T.T.C.).

7- Projet de convention joint (annexe 2). Le candidat fait part de ses propositions motivées de modifications ou de points devant faire l'objet de négociations. Il est rappelé que le projet de contrat joint au dossier de consultation est indicatif et est amené à évoluer dans le cadre des négociations prévues par le présent règlement et en fonction de l'offre retenue.

Le candidat pourra joindre tout autre document permettant d'explicitier son offre.

Ces documents permettront de juger les offres reçues au regard des critères fixés ci-après.

Précision :

Il est entendu que la redevance minimale garantie (somme forfaitaire) est versée chaque année par l'Occupant, quel que soit le chiffre d'affaires H.T. réalisé au titre des activités qu'il exploite. La part variable est calculée par le CMN à partir du compte d'exploitation simplifié transmis par l'Occupant au plus tard le **XXX** de l'année N+1.

Exemple :

- redevance minimale garantie = **100 € HT**
- part variable = **30 %**
- chiffre d'affaires de l'année N = **500 € HT**

La redevance définitive est calculée par le CMN à partir du compte d'exploitation simplifié faisant apparaître le CA HT réalisé par l'Occupant : redevance = **500 € (CA H.T.) x 30 % (part variable) = 150 € H.T.**

L'Occupant s'étant déjà acquitté de la redevance minimale garantie (100 €), il ne verse au CMN que le solde soit 50 €.

2.3. ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

2.3.1. Analyse des candidatures

Sur la base des pièces produites par les candidats à l'appui de leur candidature, ces dernières sont examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le CMN se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié. Les candidatures dont les niveaux de capacités professionnelles, techniques ou financières auront été jugées insuffisantes seront écartées.

2.3.2. Critères de jugement des offres

Des précisions ou des compléments quant à la teneur de l'offre pourront être demandées.

Les offres seront jugées, selon les critères pondérés suivants :

Critères		Pondération
1	Valeur technique de l'offre	/60
2	Cohérence du business plan et redevance	/40

Critère « Valeur technique de l'offre » (note sur 60 points)

Le critère « Valeur technique de l'offre » est décomposé selon les sous-critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Sous-critère valeur technique de l'offre		Pondération
1.1	Qualité du projet et de l'offre culinaire (produits proposés, matières premières, provenance, savoir-faire, prix...)	20
1.2	Qualité des aménagements proposés et intégration patrimoniale	15
1.3	Actions mises en place en faveur du développement durable	15
1.4	Gestion sur place	10

Critère « cohérence du business plan et redevance » (note sur 40 points)

Sous-critère cohérence du business plan et redevance	Pondération
Cohérence du business plan	10
Redevance minimale garantie	15
Part variable / Intéressement pour le CMN	15

2.3.3. Négociations

Lors de l'analyse, le CMN pourra faire parvenir à un seul, plusieurs ou tous les candidats des demandes de précisions ou d'approfondissements.

Par ailleurs, le CMN pourra réaliser des négociations avec tout ou partie des candidats voire avec un seul. La négociation peut concerner tous les aspects de l'offre y compris sur le montant de redevance. Le CMN pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Si le CMN décide d'engager des négociations, les modalités et le calendrier seront librement définis par le CMN.

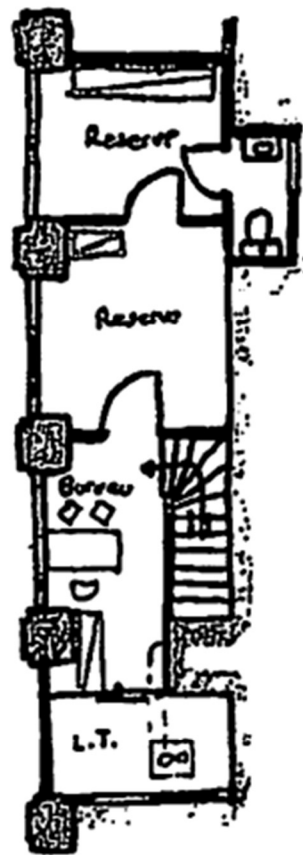
2.3.4. Choix du candidat

Le choix définitif du candidat retenu sera arrêté par le Centre des monuments nationaux à l'issue de l'instruction.

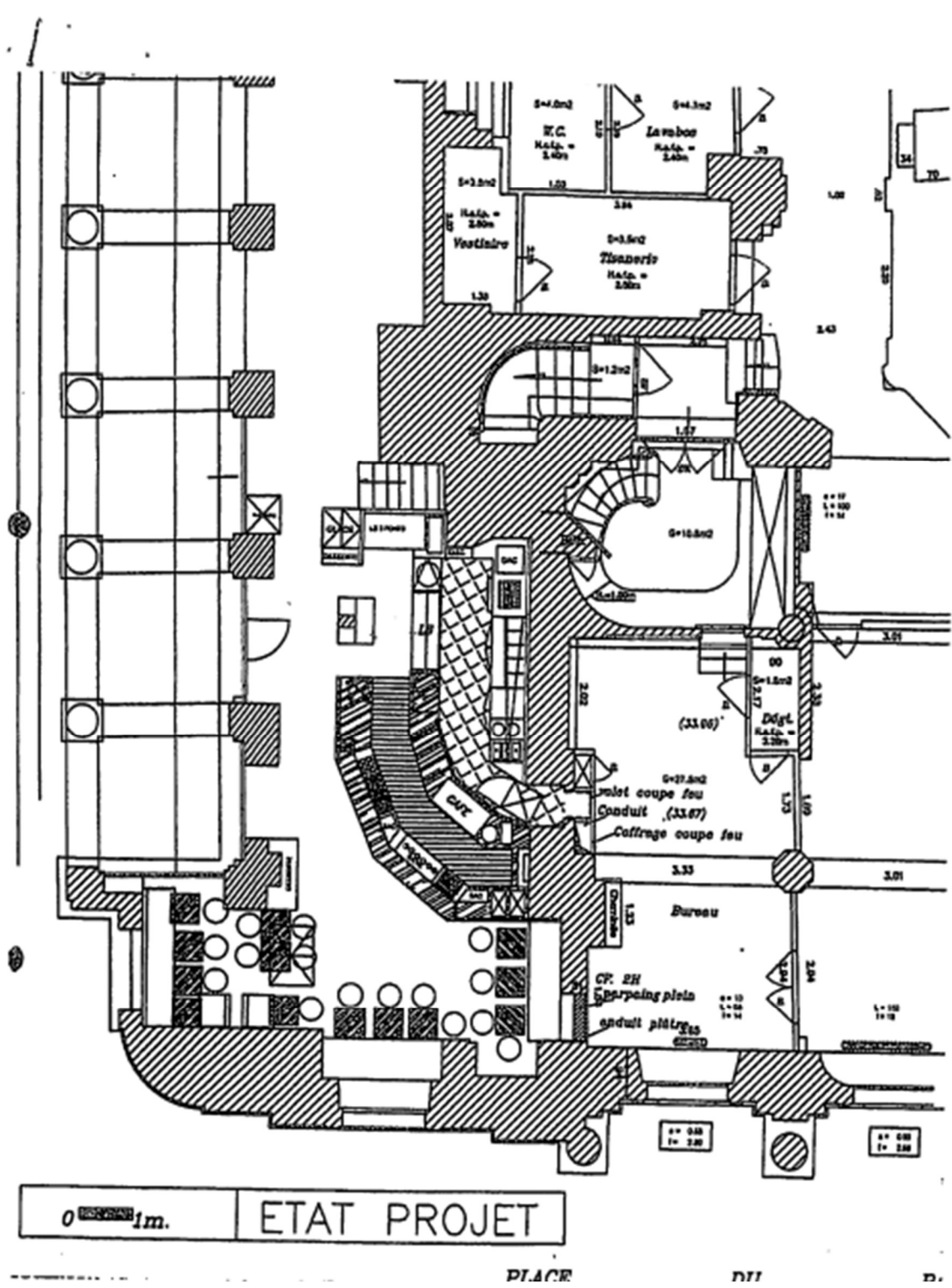
Il est précisé que le CMN n'est tenu par aucun délai pour la désignation du titulaire de la convention et qu'il se réserve, en outre, le droit de ne pas donner suite à la consultation.

Aucune indemnisation ne sera versée aux candidats, quelle que soit la suite donnée à leur proposition.

Annexe 1 : périmètre des espaces mis à disposition



PLANS EXISTANT Ech 1/100 -
1^{er} Etage



CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX



Annexe 2 : Cahier des charges techniques

Offre de restauration	<p>Offre de restauration à consommer sur place et débit de boissons L'occupant privilégie un approvisionnement local et la mise en place de circuits court</p> <p>La vente à emporter est proscrite</p>
Date prévisionnelle début d'activité	1 ^{er} janvier 2027
Périodes et horaires d'exploitation	Les candidats proposent des périodes d'exploitation
Espaces mis à disposition	<p><u>Espaces intérieurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Local au rez-de-chaussée du n° 2 au n° 7 pour l'accueil du public de 83 m²; <ul style="list-style-type: none"> Entresol situé au-dessus du local n°5, 6, 7 (34 m²) ; Cave située au-dessous du local n°2, 3, 4 ; Local à usage de cave situé au sous-sol de 4.5 m² ; Local de 15 m² résultant de la fermeture du passage situé à l'angle sud-ouest du Palais-Royal, entre la place Colette et la place du Palais-Royal. <p><u>Espaces extérieurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> sous les arcades, uniquement du n°2 au n°7 (installation d'éléments mobiliers) pour accueillir les clients du restaurant (20 m²). Les tables et chaises ne doivent pas dépasser le périmètre mis à disposition.
ERP	L'Occupant est seul responsable de la mise en œuvre du respect des législations et réglementations relatives à la sécurité et à l'accessibilité dans les établissements recevant du public (ERP). Il conduit toutes les formalités correspondantes et en rend compte à l'Administrateur du Monument
Espace de stockage possible	Oui, dans les espaces mis à disposition
Les espaces mis à disposition sont-ils en zone sous douane ?	Non, la place Colette est accessible librement aux piétons
Branchement électrique possible	Oui, compteur autonome.
Branchement eau possible	Oui, compteur autonome.
Contraintes d'exploitation	La Place Colette est fermée à la circulation automobile, l'Occupant en tient compte dans la gestion de ses approvisionnements et livraisons

Annexe 4 : attestation sur l'honneur

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

JE, SOUSSIGNÉ _____

AGISSANT EN QUALITÉ DE _____

DEMEURANT À _____

DECLARE

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts ;
- ne pas avoir fait l'objet depuis moins de trois ans, d'une condamnation pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, à l'article L. 1146-1 du même code ou à l'article 225-1 du code pénal ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de sélection, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ;
- ne pas faire l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire et prononcée au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ;
- ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 et s. du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L.653-1 et s. du code de commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution de la convention ;
- avoir souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du code du travail ;

Fait à _____, le _____

MENTION MANUSCRITE

“ Lu et Approuvé ”

Signature :

Annexe 5 : attestation de visite obligatoire

A JOINDRE A L'OFFRE

**Objet : mise à disposition d'espaces pour une activité de restauration (2025-083) –
Domaine national du Palais-Royal**

Nom du candidat :

Date de la visite :

Le candidat

**Le représentant du
Centre des monuments nationaux**

(Signature et tampon de l'entreprise)

(Signature)

